

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES
POUR LA PALESTINE

RESTRICTED
SR/BM/5
23 March 1949
French
Original: English

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE REUNION ENTRE
LA COMMISSION DE CONCILIATION ET SON EXCEL-
LENCE TEWFIK PASHA ABOULHUDA, PREMIER MINISTRE
ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA
TRANSJORDANIE

tenue à Beyrouth le 23 mars 1949

Présents:	M. de Boisanger (France)	- Président
	M. Yalcin (Turquie)	
	M. Ethridge (Etats-Unis)	
	M. Azcarate	- Secrétaire principal
	S.E. Tewfik Pacha Aboulhuda	- Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères de la Transjordanie
	S.E. Fawzi Pacha el Malki	- Ministre de la Défense Nationale de la Transjordanie

Le PRESIDENT, après avoir souhaité la bienvenue aux représentants de la Transjordanie, expose le but général des présentes réunions. Bien que la Commission n'ait pas encore obtenu une réponse satisfaisante du Gouvernement d'Israel sur son acceptation du principe du droit des réfugiés à retourner dans leurs foyers, elle a l'intention de poursuivre ses efforts pour obtenir la reconnaissance de ce principe. Le Gouvernement d'Israel a accepté d'admettre un certain nombre de réfugiés arabes, et la Commission projette de se rendre à Tel-Aviv pour y continuer la discussion de cette question.

Le Président souligne l'importance que la Commission attache au soulagement de la misère actuelle des réfugiés. Les fonds de l'Aide des Nations Unies aux Réfugiés palestiniens seront bientôt épuisés. L'on n'a jusqu'à maintenant pris aucune mesure pour

/le, relèvement

le relèvement économique et social des réfugiés. La Commission est convaincue que de telles mesures sont nécessaires et urgentes, et serait heureuse d'obtenir des renseignements du Gouvernement transjordanien, concernant entre autres le nombre de réfugiés sous contrôle transjordanien et leur situation actuelle.

Le PREMIER MINISTRE remarque que, bien que la Commission se soit occupée jusqu'ici, dans ses travaux liminaires, de questions de principe, il semble maintenant qu'elle désire discuter des problèmes de détail tels que le nombre des réfugiés qu'Israël est disposé à accepter sur son territoire. Une telle attitude donne aux Gouvernements arabes l'impression que les Nations Unies se préoccupent davantage de satisfaire aux exigences juives que d'appliquer les principes de la résolution de l'Assemblée Générale; que de plus les Juifs sont ainsi encouragés à élever leurs prétentions et à mettre de plus en plus le monde en face de faits accomplis. Aux yeux des Gouvernements arabes, le principe le plus important de la résolution de l'Assemblée est la recommandation selon laquelle les réfugiés doivent retourner dans leurs foyers. Les Nations Unies, en chargeant la Commission de Conciliation d'exécuter cette clause, n'ont pas spécifié que son exécution dépendait du fait qu'elle était ou n'était pas acceptable pour les Juifs. Le Premier Ministre souligne que dans cette affaire la Transjordanie ne peut agir qu'en accord avec les autres Etats arabes, qui sont unanimes à demander que la décision de l'Assemblée Générale relative aux réfugiés soit entièrement appliquée.

Le Premier Ministre ajoute qu'il n'y a pas de contradiction entre ce point de vue et les mesures préalables que le Gouvernement transjordanien propose de prendre, si besoin est. Il mentionne le fait qu'il sera très difficile de réinstaller certains réfugiés

/qui

qui habitaient les régions de la Palestine arabe occupées par les Juifs et qu'on est en train d'étudier le projet de les installer dans d'autres régions de la Palestine.

Pour conclure, le Premier Ministre demande ce qu'on entend exactement par le retour des réfugiés dans leurs foyers, en particulier pour ceux dont les biens et les foyers se trouvent dans des régions attribuées aux Juifs ou occupées par des forces juives.

Le PRESIDENT désire faire remarquer que la Commission n'a adopté aucune attitude arrêtée vis à vis des problèmes en discussion, et que sa mission est d'étudier les points de vue des parties intéressées. Il assure le Premier Ministre que la Commission sait parfaitement que le principe du retour des réfugiés dans leurs foyers est le point fondamental de la résolution de l'Assemblée, et qu'elle continuera à demander au Gouvernement d'Israel d'accepter ce principe. Cependant la Commission est en face d'une situation de fait; les réfugiés vivent dans des camps, certains dans des conditions très misérables, et le désir de la Commission est de leur venir en aide, comme le veulent aussi les Etats arabes et les principes humanitaires.

Quant à la question posée par le Premier Ministre, le Président considère qu'il est difficile d'y répondre sans connaître les frontières exactes qui seront fixées. Il insiste sur le fait que la Commission n'est pas liée par le Plan de Partage adopté par l'Assemblée en 1947; que la résolution du 11 décembre 1948 ne fait aucune mention de ce Plan et que d'ailleurs les frontières du Plan de Partage ne sont plus acceptées par le Gouvernement d'Israel. Il souligne que la Commission désire vivement savoir ce qu'elle peut faire pour apporter une aide immédiate aux réfugiés, et aussi ce qu'elle peut faire pour ceux des réfugiés qui ne désirent pas se rendre en Israel.

/Le PREMIER

Le PREMIER MINISTRE déclare premièrement que la Transjordanie est entièrement d'accord avec les autres Gouvernements arabes en demandant, conformément à la résolution de l'Assemblée, le retour des réfugiés dans les districts où ils avaient leurs biens et leurs terres. Il ajoute qu'à son point de vue il est peu raisonnable que certaines résolutions de l'Assemblée soient pleinement appliquées pendant que d'autres sont laissées de côté et qu'on s'efforce de mettre sur pied des contre-projets, sous prétexte que ces résolutions sont inapplicables. Secondement, le Premier Ministre insiste sur le fait que toute discussion supplémentaire sur ce sujet ne ferait que retarder la solution du problème. Il ajoute que les Gouvernements arabes espèrent que la Commission présentera son rapport à l'Assemblée Générale, à sa session d'avril, afin que l'Assemblée puisse prendre une décision définitive au sujet des frontières, et confirmer ou modifier la résolution du 11 décembre 1948. Quant aux renseignements pratiques demandés par la Commission, le Gouvernement transjordanien, tout en étant disposé à faire son possible pour améliorer la situation des réfugiés, estime que leur bien-être en général est du ressort des différentes organisations de secours qui y travaillent et que c'est à elles qu'il conviendrait plutôt de s'adresser pour obtenir des renseignements sur des points de détail.

L'opinion du Gouvernement transjordanien est qu'une discussion prolongée du problème de la réinstallation des réfugiés serait en contradiction avec le fait qu'il maintient sa principale revendication, c'est à dire le retour des réfugiés dans leurs foyers, et qu'on pourrait l'interpréter comme étant contraire à l'accord général des Gouvernements arabes sur ce point.

/Le PRESIDENT

Le PRESIDENT explique que la Commission n'a pas le pouvoir d'inscrire la question de Palestine à l'ordre du jour de la session d'avril de l'Assemblée Générale, et qu'elle est simplement chargée de présenter, périodiquement, des rapports sur la marche des négociations au Secrétaire Général pour qu'ils soient transmis aux membres des Nations Unies.

M. ETHRIDGE assure le Premier Ministre que la Commission ne relâchera pas ses efforts pour obtenir qu'Israel accepte le principe du droit des réfugiés à retourner dans leurs foyers. En tant que représentant des Etats-Unis, il rejette l'idée que la Commission est prête à reconnaître l'échec de sa tentative actuelle ou qu'elle a besoin de nouvelles instructions de l'Assemblée. L'intention de la Commission est de poursuivre sa tâche.

M. Ethridge est convaincu que l'absence de règlement territorial n'est pas seulement une des causes de la misère matérielle des réfugiés mais qu'elle empêche aussi un règlement général de leur problème; en effet, une fois les frontières fixées, un certain nombre de réfugiés seront prêts à s'établir dans des régions où ils craignent actuellement de se rendre, pour des raisons de sécurité. Il demande instamment que les Gouvernements arabes examinent si la reconnaissance d'un principe abstrait est plus importante qu'un règlement pratique du problème. En tous les cas, des mesures provisoires doivent être prises pour la période qui s'écoulera entre le moment où les fonds de secours seront épuisés et l'établissement d'un règlement définitif. Par ailleurs, du fait que certains des réfugiés ne veulent pas se rendre en Israel, il faut envisager le problème de leur réinstallation. A ce propos, il se réjouit de la création, par le

/Gouvernement

Gouvernement transjordanien, d'un Comité technique chargé d'étudier ces problèmes, et espère que celui-ci voudra bien faire profiter la Commission de ses conclusions et suggestions.

Le PREMIER MINISTRE assure le Président qu'il comprend parfaitement la position de la Commission vis à vis de l'Assemblée, et qu'il n'a fait allusion à la session d'avril que parce qu'il serait heureux, personnellement, de voir le problème palestinien inscrit à l'ordre du jour de cette session. Il n'a d'ailleurs absolument aucun doute sur les bonnes intentions et sur l'entière impartialité de la Commission elle-même; malheureusement l'attitude des Nations Unies dans leur ensemble à propos de la question palestinienne a laissé beaucoup à désirer à cet égard.

Le Premier Ministre désire assurer M. Ethridge de l'intention de la Transjordanie de continuer à aider les réfugiés; il ajoute que son Gouvernement désirerait discuter ce point avec M. McGee et qu'il serait heureux d'avoir recours à toute aide d'ordre général que les Nations Unies seraient disposées à offrir. Enfin le Premier Ministre affirme qu'il y a, en Transjordanie, très peu de réfugiés venant des régions de Palestine tenues par les Juifs. Les réfugiés actuellement en Transjordanie sont considérés, en fait, comme des habitants du pays; ils participent à la vie normale, s'adonnent au commerce et occupent des postes dans l'administration. L'un d'eux a même été nommé Ministre de Transjordanie à Washington.

Le PRESIDENT soulève la question de Jérusalem et demande si le représentant de la Transjordanie au Comité a déjà été nommé.

Le PREMIER MINISTRE répond qu'aucune nomination n'a encore été faite, et ceci pour deux raisons: premièrement, parce que si la Transjordanie participait au travail du Comité, elle semblerait

/agir

agir pour son compte dans cette question sans en référer aux autres Gouvernements arabes; secondement, parce que la coopération de la Transjordanie impliquerait qu'elle accepte le principe de l'internationalisation et qu'elle est disposée à retirer ses troupes de Jérusalem, décision qu'elle n'envisage nullement dans la conjoncture actuelle.

En ce qui concerne la question générale de Jérusalem, le Premier Ministre souligne qu'on n'est pas unanime, du côté des Etats arabes, à désirer l'internationalisation de la ville. Il lui semble que, pour le moment, la Syrie et l'Irak s'opposent vivement à l'internationalisation; que le Liban y est favorable, tandis que l'Egypte envisage comme possible une Vieille Ville internationalisée sous Mandat arabe et une Ville Moderne administrée par Israel sous le contrôle des Nations Unies.

Le PRESIDENT signale que les points de vue de ces Gouvernements, tels qu'ils ont été exposés à la Commission, diffèrent quelque peu de ceux présentés par le Premier Ministre.

M. YALCIN demande si la Commission peut interpréter la déclaration faite par le Premier Ministre comme une acceptation du principe de l'internationalisation.

Le PREMIER MINISTRE déclare que la Transjordanie n'est pas opposée au principe de l'internationalisation, à condition qu'elle puisse être tout à fait sûre que certaines garanties seront données. Premièrement, la Transjordanie ne peut accepter l'internationalisation à moins d'être assurée que l'on dispose des moyens de réaliser un tel projet; secondement, elle voudrait savoir quelles garanties internationales lui seraient données pour assurer sa propre sécurité et celle de la population arabe de Jérusalem.